

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration
Séance du 19 décembre 2023

OBJET : ADMINISTRATION GENERALE - 1 - GRENOBLE-ALPES METROPOLE – VARCES-ALLIERES ET
RISSET, CLAIX, CORENC – Contrats de mixité sociale (CMS)

Délibération n° 4

Le dix-neuf décembre deux mille vingt-trois à douze heures, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : 17
Nombre d'administrateurs présents ou représentés : 17

Administrateurs présents : 16

M. AMADIEU, Mme BARDIN-RABATEL, Mme BELAIRE, M. BUSTOS, M. CLAPPAZ, M. CORBET, M. DESPESSE, Mme FAURE, M. LONGO, Mme MARDIROSSIAN (puis pouvoir à M. CORBET pour la délibération n° 23DL074), M. MATHIEU, M. MOCELLIN (puis pouvoir à Mme BARDIN RABATEL de la délibération n° 23DL072 à 23DL074), M. MOREAU, Mme PANTEL, Mme THERY (puis pouvoir à M. CLAPPAZ de la délibération n° 23DL073 à 23DL074), M. QUEIROS.

Administrateur absent ayant donné pouvoir : 1

M. CATTIN à M. MOREAU.

Mme Chloé PANTEL a été nommée secrétaire de séance.

Mesdames, Messieurs,

Vu l'article L 324-1 du Code de l'urbanisme qui prévoit que l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné réalise pour le compte de ses membres des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°22DL010_PPI n°5 en date du 10 février 2022 actant le 5^{ème} Programme Pluriannuel d'intervention de l'établissement,

Vu la délibération n°22DL036 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné en date du 16 juin 2022 détaillant les modalités de portage, de cession, de minoration et de participation aux frais d'études,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Varcès-Allières et Risset en date du 15 décembre 2023,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Claix en date du 23 novembre 2023,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Corenc en date du 6 décembre 2023,

Considérant que :

- Le contrat de mixité sociale est un document de programmation permettant de lister les actions engagées et à engager en matière de production de logements sociaux pour les communes soumises à l'article 55 de la loi Solidarité Renouvellement Urbain (SRU). Il a été introduit par la loi Engagement National pour le logement du 13 juillet 2006 et son intérêt a été rappelé par l'instruction du Gouvernement en date du 30 juin 2015, relative au renforcement de l'application des obligations pour les communes soumises à l'article L302-5 du code de la construction et de l'habitation (relatifs aux seuils, taux et caractéristiques applicables aux communes au titre de la production de logements locatifs sociaux).
- Ce CMS est signé pour une période triennale 2023 – 2025 et permet d'établir les engagements de chaque commune vis-à-vis des objectifs de production conformément au PLH métropolitain et les moyens mis en œuvre pour y parvenir, en partenariat avec l'Etat et les acteurs locaux de l'habitat.
- Un travail partenarial et collaboratif a été engagé entre chaque commune, l'Etat, Grenoble Alpes Métropole et l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné, aboutissant à ce Contrat de Mixité Social.
- Le Conseil Métropolitain a prévu de délibérer sur les Contrats de Mixité le 9 février 2024,
- L'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné développera principalement son partenariat autour des axes suivants :
 - Accompagnement à la stratégie foncière ;
 - Exercice du droit de préemption sur délégation de l'Etat (communes carencées).
- Le PPI 2022-2026 de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné prévoit des moyens financiers et humains nécessaires à la constitution de réserves foncières devant contribuer à la production des logements locatifs sociaux requis durant la période de l'arrêté préfectoral en vigueur au regard de la loi SRU.

- L'engagement de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné à intervenir sera conditionné à l'engagement formel des parties prenantes dont la Commune et l'EPCI, à apporter leurs contributions financières au financement de l'opération et à réaliser l'opération à court terme (3 ans).
- Dans l'hypothèse où malgré les aides décrites ci-dessus, l'équilibre financier prévisionnel de l'opération n'était pas atteint et qu'un déficit foncier persistait, le financement de ce déficit sera assuré pour au moins la moitié par la commune, et pour l'autre partie par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné, au titre de la minoration foncière, et par une aide exceptionnelle à définir au cas par cas entre les signataires.
- A noter que l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné participera à la prise en charge du déficit foncier à hauteur de 15% du prix de revient du portage de l'opération de logements locatifs sociaux dans la limite maximum de 49% du déficit, conformément à la délibération du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné en vigueur.
- Chaque collectivité signataire doit délibérer dans sa propre instance.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné :

- Confirme son engagement auprès de l'Etat, de Grenoble-Alpes Métropole et des communes de Claix, Corenc et Varcès-Allières et Risset à participer activement à la production de logements sociaux sur le territoire métropolitain,
- Approuve les projets de Contrats de Mixité Sociale 2023-2025 des communes de Claix, Corenc et Varcès-Allières et Risset, ainsi que les engagements respectifs des parties pour mettre en œuvre le projet de chaque commune.

NPPV : M. CORBET

Conclusions : adoptées à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président

Laurent AMADIEU



